

SAUNIER RECIDIVE : PAS DE SUBVENTION POUR L'U.N.E.F. EN 77 !

POUR LA SURVIE ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'U.N.E.F.
 POUR LA RECONNAISSANCE DU DROIT SYNDICAL POUR LES ÉTUDIANTS
 VERSEZ A LA SOUSCRIPTION

- . Les étudiants ont besoin de s'organiser ensemble, avec leurs comités UNEF,
- Pour s'informer des problèmes des crédits, de la réforme du 2ème cycle, des nouveaux plans du gouvernement,
- Pour agir et coordonner leurs luttes,
- Pour animer la vie de leur UER, pour combattre le désert culturel des facs par la création de foyers dans chaque UER,
- Pour se défendre avec leurs élus dans les conseils.

Cette auto-organisation des étudiants est nécessaire, elle demande de l'argent. L'UNEF, qui ne vit que des cotisations de ses adhérents et de ce que versent les étudiants est aujourd'hui dans une situation financière très difficile.

. Les pouvoirs publics refusent de prendre ses responsabilités, ils refusent de reconnaître le syndicalisme étudiant :

Comme les travailleurs (comités d'entreprises...) et les enseignants, les étudiants devraient voir reconnus leurs droits de s'organiser. Mais le gouvernement refuse aux universités les crédits culturels nécessaires pour l'animation des facs, il refuse aux élus étudiants les moyens d'informer et de rendre compte de leur mandat.

Bien plus, Saunier-Seité refuse de répondre à la demande de subvention de l'UNEF pour 1977, alors que les étudiants ont apporté majoritairement leurs suffrages aux listes UNEF aux élections universitaires et aux CROUS.

La loi l'oblige à publier les subventions que le gouvernement a accordées en 1976 : Saunier refuse de le faire, de peur de faire apparaître publiquement le scandale des subventions inversement proportionnelles à la représentativité. Des dizaines de millions de francs sont versées à l'UNI - le SEF - le CLEF - chaque année.

- PARCE QUE C'EST LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DU COMITE UNEF SUR LA FAC QUI EST EN JEU,
- PARCE QUE C'EST UNE QUESTION DE JUSTICE,
- PARCE QU'IL FAUT FAIRE RECONNAITRE LE SYNDICALISME ETUDIANT PAR LES POUVOIRS PUBLICS,

LE COMITÉ U.N.E.F. S'ADRESSE UNE NOUVELLE FOIS À VOUS
 PARTICIPEZ A LA SOUSCRIPTION

Je verse Francs.

NOM Prénom UER

à remettre à un adhérent de l'UNEF ou à envoyer à :

U.N.E.F. - 1, rue de provence - 75009 P A R I S

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

1, RUE DE PROVENCE

75009 PARIS

TEL : 523.22.08

CC/FJ498

Aux Présidents d'A.G.E.

Aux Trésoriers

Paris, le 3 mars 1977

Cher Camarade,

Samedi 26 février, c'est tenu pour la première fois une réunion nationale des trésoriers d'AGE. Cette réunion avait pour objectif de faire le point de la bataille des 25 millions, de resituer cette bataille dans le contexte des mesures de Saunier, et d'autre part ^{de organiser} les moyens nécessaires à mettre en oeuvre pour surmonter nos difficultés financières.

EMPECHER LES ETUDIANTS DE S'EXPRIMER

Les deux derniers mois sont à ce sujet très significatifs. Le trimestre commence par une interview de Saunier, annonçant qu'il fallait réduire de 350 000 le nombre d'étudiants. Pour les élections au CROUS, malgré le nombre de listes, tout a été fait pour nuire au vote UNEF en limitant le nombre d'urnes, en refusant de reporter la date du scrutin (cela aurait favorisé parait-il l'UNEF). Après ces mesures autoritaires, c'est un silence total de la presse sur les résultats qui voit l'UNEF se confirmer comme première orga, sur le développement des luttes à l'université.

Face à ce forcing contre l'UNEF, contre les étudiants, rétablir la vérité, appeler à la lutte nécessite une propagande adaptée. Si nos résultats aux CROUS sont positifs, c'est du en particulier à notre propagande de bonne qualité : le 8 pages, les trois affiches nationales, les affiches et journaux locaux pour la première fois dans de nombreuses villes.

OU EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI

L'activité importante durant les CROUS c'est souvent accompagnée d'une activité financière importante à la fois pour couvrir les frais électoraux du matériel local et aussi vis-à-vis de la trésorerie nationale qui a reçu près de douze millions. Ce bilan est donc appréciable car l'aquité de la bataille à l'université n'a pas toujours permis la prise en charge de la campagne des finances par l'ensemble de nos camarades.

Après négociation avec les imprimeurs, nous avons obtenu des délais supplémentaires de paiement qui arrivent à terme. (Des délais de paiement n'ont jamais signifié le non paiement dans quelques imprimeries que ce soit.)

NOS TACHES POUR AVANCER

Pour atteindre nos objectifs, nous devons utiliser toutes nos possibilités et nous en sommes encore loin. C'est pourquoi le trésorier doit les ressenser de manière très précise.

- LES ENTREPRISES : Après la lettre qui a dû être envoyée, régler quelles entreprises, quel jour et quelle heure on organise la collecte. S'il y a des difficultés, demander une rencontre et s'appuyer notamment sur la lettre d'Allamy Secrétaire Confédéral de la CGT adressée aux Unions Départementales.

- LES LYCEES : Voir le SNES pour établir le jour et l'heure de l'assemblée de prof. où il serait possible après un exposé de 5 minutes, de faire la collecte.

- LES ETUDIANTS : Des collectes ont été faites dans certains amphis cependant, tout n'a pas été couvert. D'autre part, il faudrait organiser une initiative exceptionnelle dimanche 6 mars. D'ici les vacances de Pâques, il est indispensable d'organiser une boum par comité où toutes initiatives financières importantes (appétitif, sangria, etc...) Pour que ces initiatives soient tenues, cela nécessite une discussion sur les finances au collectif de ville compte rendu du C.N.

Si ces initiatives sont seulement dans l'air, pour les concrétiser rapidement, nous proposons qu'au bureau d'AGE compte rendu du CN soit présenter un rapport écrit sur la trésorerie et sur les propositions qui sont faites.

Après avoir examiné ces possibilités, une réunion des trésoriers est indispensable. A cette réunion doit être présenté un rapport écrit prenant bien en compte la bataille du pouvoir, la riposte qui s'impose, les moyens dont on dispose et les mesures à prendre. Une discussion est nécessaire avec le souci d'aider au mieux les camarades à concrétiser cette bataille.

Par exemple sur les bons de souscription, nous devons mieux les utiliser car une collecte à partir de cela, ce n'est vingt centimes mais cinq francs, dix francs que l'on récolte et c'est un étudiant qui connaît la situation exceptionnelle de l'UNEF, la volonté de Saunier d'étouffer l'UNEF. Dans les villes où nous avons utilisé ces bons de souscription, les résultats ont été très positifs et souvent à la grande surprise des camarades.

En espérant que ce courrier t'aidera pour mener à bien cette bataille,

Nous te souhaitons bon courage.

C. CHAPET.

NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE
E PROVENCE
PARIS

523.22.08.

Aux Présidents d'A.G.
Aux Trésoriers

Paris, le 21 Mars 1977.

Chers Camarades,

En cette fin de trimestre notre activité loin de se ralentir doit s'amplifier en particulier dans deux directions :

- le développement des luttes
- le redémarrage de la campagne financière.

Malgré la période électorale, beaucoup d'événements font l'actualité à l'Université, et la presse de la semaine dernière en témoigne d'ailleurs.

- LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES -/

Par le succès de la Journée d'action du 3 mars, l'UNEF a permis que se développe la riposte des étudiants. L'établissement des budgets -vérité dans bon nombre de fac et d'UER a permis le développement de la combattivité des étudiants sur cette question de crédits.

Actuellement, 70.000 des 240.000 heures complémentaires supprimées ont été arrachées au S E U. Dans la semaine qui suivait le Collectif National des A G massives se tenaient à CENSIER, VINCENNES, AMIENS, PARIS 13, suivies de manifestations : 1000 à P3, VINCENNES prenait place au Centre BEAUBOURG et dernièrement 1500 signatures étaient recueillies contre le transfert de VINCENNES, PARIS 9 DAUPHINE réunissait 1000 étudiants en AG contre les exactions des groupuscules fascistes, COMPIEGNE obtenait satisfaction par la réintégration des étudiants exclus sur mauvais résultats du I^{er} semestre, TOLBIAC organisait une bouffe géante contre l'absence de R.U.... En E.P.S. la semaine d'action se terminait par 2 initiatives importantes à PARIS les 10 et 11 Mars (Meeting à l'UER et manifestation). En IUT, des grèves touchaient l'ensemble des IUT de la région de l'OUEST et jeudi dernier plus de 400 étudiants des IUT parisiens pique-niquaient à l'appel de l'UNEF sur le parvis de Notre-Dame, en province, des actions avaient lieu à NANCY LE HAVRE GRENOBLE...

Les étudiants Assistants sociaux de la Région Parisienne ont occupé jeudi 17 la D.R.A.S.S. afin d'obtenir l'annonce de négociations avec LENOIR, leur Ministre de tutelle, et un millier d'étudiants des classes prépa de Paris ont manifesté ce vendredi 18 au S E U contre la diminution des postes à l'ENSET.

.../...

MAT
UE D

Dans les U P d'Archi, des A G massives ont rassemblé les étudiants contre le démantèlement de leurs écoles. -(UPG, UP3, UO4 à PARIS et LUMINY)

L'ensemble de ces actions confirment la combattivité des étudiants et sur ce sujet, il faut noter l'entrée en lutte la semaine dernière dans les nouveaux secteurs de l'Université, Archi, Prépa. La deuxième caractéristique est le caractère inégal du mouvement revendicatif suivant les villes, suivant les secteurs de l'Université, enfin dans quelques endroits IUT, prépa, Archi des questions se sont posées sur le mouvement étudiant, sur ses structures, formes de lutte, sur l'unité d'action des étudiants.

Sur ces questions nos bureaux d'AG E doivent mener le débat avec nos Comités; Débat avec les étudiants, au travers des comités, sur l'expression des revendications, l'élaboration de la plate-forme revendicative qui rassemble l'ensemble des étudiants concernés, débat des propositions sur les formes de lutte, sur l'expression publique, unificatrice de celle-ci qui permet ainsi de gagner le plus large soutien à l'action en cours. L'expérience de ces quinze derniers jours montrent que c'est l'activité des Comités UNEF qui a permis la lutte, son déclenchement, son élargissement. Sur prépa Paris, c'est la campagne de pétitions de nos Comités qui a permis la manifestation du vendredi 18. Aussi il est nécessaire de faire toute la clarté sur le mouvement étudiant.

Quand dans la lutte est posée la question de l'unité d'action, il faut que nos comités débattent de leur activité comme seule garantie du développement de la lutte du caractère démocratique de celle-ci; nos comités étant alors le moyen d'intervention le plus efficace pour chaque étudiant dans le déroulement de celle-ci.

Mener ce débat, c'est animer le renforcement du syndicat, condition de ne pas réduire notre orientation dans son application

Nous proposons actuellement, sans limiter le champ d'intervention de nos comités de mettre au débat et de concrétiser quelques initiatives pour élargir et renforcer la lutte en cours.

D'abord sur tout ce qui concerne les examens, les sessions qui se déroulent actuellement, leurs résultats (double correction, présence des étudiants aux jurys...) De plus, dans bon nombre de Fac, le calendrier des examens du 2ème semestre est établi. L'échéancier de l'année universitaire est dans la tête de chaque étudiant et contribue à aiguïser tous les problèmes non résolus sur lesquels il nous faut renforcer notre intervention.

EN IUT, nous proposons de faire du jeudi 24 mars, une journée nationale d'action avec débrayages, grèves, manifestations, meetings, délégations, occupations, conférences de presse. La coordination réunie à l'IUT de ST DENIS ce week End a repris ces propositions.

En ASSISTANTES SOCIALES: Journée Nationale de 24 avec manifestation à PARIS et Conférence de Presse au B.N. de l'UNEF. Une délégation sera reçue par LENOIR Ministre de Tutelle.

Pour les CAPES: Journée d'action le 30 Mars en liaison avec le SNES, avec une manifestation à PARIS- Prévoir de telles initiatives en province pour début avril.

Sur ARCHI: une première réunion de travail a eu lieu à MARSEILLE. Il faut veiller à la présence des camarades au Colloque où la commission ARCHI coordonnera l'action nationalement.

.../...

SAINT-FONS, le 3 mai 1977

Mairie DE SAINT-FONS

(78) 70-94-70

FS.GOF.447.5.77Monsieur Jean-Jacques PUIG
Association Nationale
des Etudiants de France
8, rue Volney

69008 LYON*

Monsieur,

Je connais l'AGEL-UNEF et je comprends tout l'intérêt que ses actions présentent ainsi que ses besoins d'aide financière.

Malheureusement, vous savez dans quelle situation sont également les communes ; vous savez aussi que pour des raisons politiques comme matérielles, elles ne peuvent accepter de prendre en charge les carences de l'état ; je suis donc sûr que vous comprendrez la raison pour laquelle la ville de SAINT-FONS ne peut donner une suite favorable à votre demande.

Il n'empêche que comme les autres municipalités démocratiques elle tentera de vous venir en aide en cherchant une solution pratique entre le souci de nos colistiers communistes de ne pas augmenter l'impôt et le désir de tous de créer activités et services au profit des travailleurs pour accroître, ou tout au moins protéger, leur pouvoir d'achat d'autre part.

Je vous prie de croire que l'attachement de la ville de SAINT-FONS à l'université et aux étudiants est certain et que le Conseil Municipal dans son ensemble est tout disposé à étudier toute suggestion qui permettrait de débloquer une situation de moins en moins tolérable.

Cordialement.

LE MAIRE;



F. SERUSCLAT



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
VILLE DE BRON

BRON, le 18 MAI 1977

Monsieur Jean-Jacques PUIG
Administrateur

Association Générale des Etudiants
de LYON
Union Nationale des Etudiants de
France

8 rue Volney

69008 LYON

OBJET : votre demande de subvention

N/REF. : SA4 - JC/NM

Monsieur,

Je connais l'AGEL-UNEF et je comprends tout l'intérêt que ses actions présentent ainsi que ses besoins d'aide financière.

Malheureusement, vous savez dans quelle situation sont également les communes ; vous savez aussi que pour des raisons politiques comme matérielles, elles ne peuvent accepter de prendre en charge les carences de l'état ; je suis donc sûr que vous comprendrez la raison pour laquelle la ville de BRON ne peut donner une suite favorable à votre demande.

Il n'empêche que comme les autres municipalités démocratiques elle tentera de vous venir en aide en cherchant une solution pratique entre le souci de nos colistiers communistes de ne pas augmenter l'impôt et le désir de tous de créer activités et services au profit des travailleurs pour accroître, ou tout au moins protéger, leur pouvoir d'achat d'autre part.

Je vous prie de croire que l'attachement de la ville de BRON à l'université et aux étudiants est certain et que le Conseil Municipal dans son ensemble est tout disposé à étudier toute suggestion qui permettrait de débloquer une situation de moins en moins tolérable.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Maire,
Pour le Maire
l'Adjoint délégué,